

sayais de m'assurer qu'il en est bien ainsi. Malheureusement, le commissaire aux Affaires étrangères du Nigéria est à l'hôpital. Il est malade. Je poursuis toujours mon enquête.

**M. R. Gordon L. Fairweather (Fundy-Royal):** Le ministre veut-il dire par là qu'il a retrouvé les fonctionnaires égarés de la Guinée équatoriale?

**L'hon. M. Sharp:** Nous poursuivons l'affaire avec diligence, monsieur l'Orateur.

**M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax):** J'ai une autre question supplémentaire. Dans sa recherche d'autre matériel pour le transport du ravitaillement et des fournitures mises en dépôt, songerait-il à se servir d'aérodyne à voilure tournante si les pistes d'atterrissage ou les routes actuelles ne conviennent pas aux avions Hercules ou Caribou?

**L'hon. M. Sharp:** La Croix-Rouge internationale nous a avertis nettement qu'elle préférerait que le Canada fournisse des appareils Hercules. C'est ce que la Croix-Rouge nous a demandé. Je crois que nos Hercules pourront survoler le territoire biafraï, sinon les régions occupées par les troupes fédérales du Nigéria. Nous envisageons en ce moment d'autres possibilités.

[Français]

#### EXPO '67

A PROPOS DE LA VENTE D'EXPO-EXPRESS

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Léonel Beaudoin (Richmond):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Industrie et du Commerce.

Le ministre ou ses fonctionnaires se proposent-ils de communiquer avec la firme SUTRI pour l'inviter à revenir sur sa décision d'acheter l'Expo-Express, afin que ce moyen de transport devienne la propriété de la Cité de Montréal?

**L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce):** Je fais présentement enquête à ce sujet, monsieur le président. Il est question que SUTRI veuille se désister. Je dois rencontrer le ministre du Commerce et de l'Industrie de la province de Québec ce soir à ce sujet.

**M. André Fortin (Lotbinière):** J'aimerais demander à l'honorable ministre de l'Industrie et du Commerce...

**M. l'Orateur:** A l'ordre! L'honorable député de Charlevoix désire poser une question supplémentaire.

[L'hon. M. Sharp.]

**L'hon. Martial Asselin (Charlevoix):** J'aimerais poser une question supplémentaire à l'honorable ministre, monsieur l'Orateur.

Le ministre vient de dire clairement à la Chambre qu'il a reçu des représentations des dirigeants de la compagnie à l'effet qu'elle se désistait de son offre.

**L'hon. M. Pepin:** J'ai mentionné qu'il était question de cela. Je poursuis présentement une enquête.

**L'hon. M. Asselin:** Le ministre a-t-il eu d'autres discussions avec les fonctionnaires de la Cité de Montréal, qui doivent le rencontrer afin de faire confirmer les paroles qu'il vient de prononcer?

**L'hon. M. Pepin:** Je veux d'abord rencontrer mon homologue provincial.

#### L'AGRICULTURE

ON DEMANDE QUE LA POLITIQUE RELATIVE À L'ENTREPOSAGE DES GRAINS S'APPLIQUE À L'EST DU CANADA

A l'appel de l'ordre du jour.

**L'hon. Théogène Ricard (Saint-Hyacinthe):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre des Finances.

Voudrait-il dire à la Chambre pourquoi la mesure qu'il a annoncée hier soir, en vue de venir en aide aux agriculteurs qui ont besoin de bâtiments plus grands pour entreposer le grain, ne s'applique pas aux agriculteurs de la province de Québec et à ceux des Maritimes?

**M. l'Orateur:** Cette question pourrait être posée au moment où la Chambre étudiera le budget.

[Traduction]

#### LES AFFAIRES INDIENNES

LA COLOMBIE-BRITANNIQUE—LA DÉCISION D'UN TRIBUNAL TOUCHANT LES TERRES EN LOCATION

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Frank Howard (Skeena):** Je voudrais poser une question au ministre de la Justice. L'autre jour j'ai demandé des renseignements au sujet d'une décision extrêmement importante de la Cour suprême de Colombie-Britannique concernant les réserves indiennes. Le ministre aurait-il une réponse à me donner?

**L'hon. John N. Turner (ministre de la Justice):** J'ai pu prendre connaissance du jugement rendu par le juge Kirke-Smith. En raison d'une contestation sur les frais de justice, il paraîtrait que le jugement n'a pas encore été enregistré, en sorte que le délai pour interjeter appel ne court pas encore. Toute-